

D'un coup d'Etat à l'autre

L'OFFENSIVE

Abstraction faite de la préhistoire que connaît chaque mouvement, avant sa naissance officielle, l'"Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété" (TFP) fut fondée en 1960 par le professeur Plinio Corrêa de Oliveira qui en devint le président. Deux évêques brésiliens en font partie dès l'origine: celui de Campo (Rio de Janeiro), Dom Antonio de Castro Mayer, qui met à la disposition du groupe le mensuel de luxe "Catolicismo" ainsi que Dom Geraldo de Proença Sigaud, évêque de Jacarêzinho et après de Diamantina (Minas Gerais) (1). Le principal objectif reste depuis 1960 "de combattre - par les moyens pacifiques et légaux - la pénétration socialiste et communiste dans la société contemporaine" (2). Le nombre exact des militants est toujours tenu secret. Les décisions sont prises par un Directoire National qui est seul autorisé à étudier les thèmes "à caractère culturel et civique". (3).

Le Bulletin des TFP présente les premières activités en 1960 de la façon suivante: "La première grande campagne de la TFP brésilienne s'est déroulée à propos de la réforme agraire à caractère nettement socialiste et confiscatoire que les troupes de la gauche commencèrent à promouvoir au Brésil au début des années soixante." (4). Plinio Corrêa de Oliveira écrivit alors le livre "Réforme agraire - affaire de conscience", avec la collaboration, "sur les aspects moraux des problèmes traités" des deux évêques déjà mentionnés et de l'économiste L.M. de Freitas pour les aspects techniques "vastes et complexes". Rapidement devenu un best-seller "ce livre a soulevé une grande et féconde controverse dans l'immense territoire brésilien, laquelle s'est prolongée pendant trois ans et demi, contribuant dans une large mesure à créer le climat idéologique et psychologique qui a culminé en 1964 avec l'échec complet du processus d'instauration du socialo-communisme par João Goulart, le Président de la République de l'époque". (5)

Ce que les TFP appellent ici, "échec complet" de J.Goulart n'est rien d'autre que le coup d'Etat militaire du 31 mars 1964 amenant la destitution du président élu et l'avènement d'une dictature militaire qui dure jusqu'à nos jours. Les TFP en réclament donc officiellement une partie de la responsabilité! Ce régime va coûter à l'Eglise de 1964 à 1978 pas moins de 5 prêtres assassinés, 11 disparus, 31 torturés, 107 diffamés, 488 arrêtés (dont 11 évêques et 185 prêtres) (6).

Par des campagnes de vente, notamment aux portes des églises et sur la voie publique, où la police

facilite la tâche des vendeurs, grâce aussi à une publicité considérable (et chère!) dans la grande presse, ainsi qu'à une diffusion gratuite dans les séminaires et auprès des personnalités, le livre de P.C. de Oliveira connaît un succès indéniable. Pendant que se déroule cette campagne publicitaire pour le livre, la TFP organise des pétitions, adresse des lettres ouvertes au Président de la République, cherche querelle à la "Jeunesse Universitaire Catholique", membre de l'Action Catholique etc. Par ces actions, la TFP réussit surtout à faire parler d'elle dans la presse. (7)

Dès 1961 les évêques du Brésil se prononcent en faveur de la réforme agraire prévue par le gouvernement modéré et basé sur le principe que tous les paysans ont le droit de posséder des terres. C'est l'occasion pour Dom Sigaud et Dom Mayer de s'en prendre au cardinal Motta de São Paulo (1961), à l'évêque de Belo Horizonte (1963) (8), e.a., n'hésitant donc pas à briser la solidarité épiscopale. Cette véhémence paraît bien compréhensible, si l'on sait que Dom Sigaud, p.ex., est lui-même riche propriétaire de latifundiums et haciendas (9).



Planeta, Les cours du caoutchouc sont trop élastiques

C'est ainsi que la TFP, de concert avec la grande bourgeoisie "internationaliste", prépare progressivement le soulèvement civil et militaire de 1964. C'est le 19 mars 1964 que se produit "le raz-de-marée catholique" contre le gouvernement national-réformiste de J. Goulart, une semaine après les premières expropriations agraires. Ensemble avec d'autres organisations catholiques d'extrême-droite (le "Mouvement d'Enrégimentement Féminin", la "Croisade du Rosaire en Famille", la "Ligue des Dames Catholique" e.a.) la TFP organise la "Marche de la Famille avec Dieu pour la Liberté" qui rassemble quelques centaines de milliers de manifestants (un million selon d'autres) à São Paulo, pour demander à Dieu, en récitant le chapelet, de sauver le Brésil du péril bolcheviste. D'autres "marches" ont lieu à Rio, Belo Horizonte, .. toutes cautionnées par le cardinal Jayme Câmara de Rio de Janeiro e.a. La prière sera exaucée... par les militaires: le 31 mars l'armée marche sur Rio, le 1^{er} avril Goulart doit s'enfuir. Le général Castello Branco, chef d'Etat-mojor de l'armée de terre, devient Président de la République. (10)

LA CONSOLIDATION DES POSITIONS

"Le peuple brésilien (...) se voyant tout à coup délivré de l'oppression gauchiste, sombra aussitôt dans une insouciance totale. (...) Il échut alors à la TFP le rôle ingrat et par là même méritoire d'alerter l'opinion nationale devant le péril qui continuait" (11).

Paraît ensuite, une lettre ouverte, anonyme dont la TFP a démenti d'être l'auteur, mais qui traduit une même pensée. En effet, ce pamphlet attaque Dom Helder Câmara, alors évêque auxiliaire de Rio, et s'en prend également à l'Université Catholique, à l'Action Catholique, aux Dominicains etc., puisqu'ils trahissent tous et la Patrie et l'Eglise. Dom Sigaud traduit alors la même inquiétude devant une "infiltration communiste dans l'Eglise" dans une conférence faite à Rio en été 1965. Il y exprime sa méfiance envers Jean XXIII et critique l'organisation conciliaire. (Au concile de Vatican II Dom Sigaud avait créé avec Mgr. Marcel Lefebvre le "Coetus internationales patrum", noyau de l'opposition ultra-traditionaliste. (12)

En 1966, la TFP lance une nouvelle grande campagne de pétitions dans le style qui lui est devenu habituel: "...les membres et coopérateurs de la TFP arborent leurs insignes et symboles, afin de mieux attirer la sympathie et l'attention du public: l'étendard rouge frappé d'un lion doré (les étendards sont portés par des mats métalliques bleus, surmontés d'une fleur de lys dorée); la seyante cape rouge, qui tombe des épaules en des plis vigoureux, mettant noblement en valeur le propagandiste de la TFP; sur la cape, en haut du buste, brille un lion de métal doré" (13). En 50 jours une pétition "en défense de la famille brésilienne" recueillit 1.042.359 signatures dans 142 villes à tous les points du pays (14). Résultat prometteur: le gouvernement retire son projet de légaliser le divorce dans le nouveau code civil (15).

Mais cette fois-ci, "grande surprise au cours de la campagne: l'organe de direction de l'Episcopat national chercha à décourager la lutte de la TFP contre le divorce en même temps qu'il (...) adressait des amabilités au Mouvement d'Education de Base, organisme connu comme subversif et communiste." (16) Alors la TFP fit publier dans la grande presse un vaste document "où elle mettait au grand jour l'injustice de l'attitude de cet organe épiscopal" qui ne trouva rien à répondre "à l'argumentation respectueuse mais serrée de la TFP" (17).

En 1967 le cinquantenaire des apparitions de Fati-

ma d'une part et le cinquantenaire de la "révolution bolchévique" de l'autre furent l'occasion d'autres campagnes publicitaires de la TFP (18).

L'APOGEE

Quatre ans après la prise du pouvoir par les militaires, en 1968, alors que le président-général Costa e Silva recherche une timide réconciliation nationale, l'opposition de droite pense que le moment est venu de rétablir la situation en sa faveur. C'est encore la TFP qui joue le rôle d'un fer de lance en déclenchant une autre de ses campagnes spectaculaires.

En voici le récit par le "Bulletin des 13 TFP: "En juillet, à l'occasion de la visite de Paul VI en Colombie, la TFP brésilienne rassembla des signatures au bas d'un message au Souverain Pontife, lui demandant respectueusement de prendre des mesures efficaces contre l'infiltration de gauche dans les milieux catholiques. Pour la collecte des signatures, des postes furent établis partout dans les grandes villes du Brésil, ainsi qu'en des villes de moindre importance - en tout 229 -, au point qu'en 58 jours les membres et coopérateurs de la TFP eurent recueilli 1.600.368 adhésions. A l'initiative des TFP locales, la pétition s'est étendue à l'Argentine (226.512 signatures), au Chili (121.210 signatures) et à l'Uruguay (37.111 signatures). (...) Il reste un mot de tristesse à dire sur l'accueil réservé à ce message par le Vatican. Un silence glacé répondit à cette supplique pourtant filiale, respectueuse et angoissée de deux millions de catholiques de l'Amérique latine ... " (19).

Ce ne fut pas tout. Lors de la réunion annuelle de la conférence épiscopale (CNBB) Dom Sigaud et 18 autres évêques (sur plus de 300) envoient une lettre au Président de la République pour dénoncer des "tendances gauchisantes et subversives" dans l'Eglise et offrent leur "étroite collaboration



Das Volk von Nicaragua steht immer noch im Brennpunkt der Aktualität. In einer bestimmten Luxemburger Presse wurde eine regelrechte Hetzkampagne gegen seinen Befreiungskampf gestartet. Wir finden, dass wir gerade jetzt unsere Solidarität mit diesem vielgeprüften mittelamerikanischen Volk zeigen sollten. Die "Association de Solidarité Luxembourg-Nicaragua" (ASLN) unterstützt z.B. ein Projekt an der nicaraguanischen Atlantikküste, bei dem es darum geht durch die Einrichtung von Nähwerkstätten Frauen Arbeit zu geben, teure Einfuhren zu vermeiden, aber auch die Gemeinschaftsarbeit zu fördern, um den Aufbau einer Kooperative im Sinne des sandinistischen Wirtschaftsmodells vorzubereiten. Der Koordinator dieses Projektes braucht nun, um die einzelnen Nähwerkstätten zu besuchen und Material zu liefern oder abzunehmen, ein Boot, dessen Aussenbordmotor die ASLN finanzieren will. Kostenpunkt: 100 000 Flux. CCP der ASLN: 20249-73.

avec le pouvoir civil et militaire pour la grandeur du Brésil chrétien". Ils visent notamment un groupe de 43 évêques (rangé derrière Dom Helder Câmara, archevêque de Recife) qui s'est engagé à faire respecter les droits de l'homme et à étudier les méthodes de la non-violence en vue de la promotion populaire, qui sera officiellement proclamée objectif pastoral prioritaire par la 2^e Conférence Episcopale Latino-Américaine (CELAM) à Medellin en Colombie (où Paul VI se rendra, cf. supra). Les attaques de la TFP et de Dom Sigaud se centrent essentiellement sur Dom Helder Câmara taxé d' "adhérant connu du communisme", qui "dispute à l'extrême-gauche la responsabilité de la subversion générale des valeurs" (20), ainsi que sur son conseiller, le Père Joseph Comblin, professeur (belge) à l'Institut de Théologie de Recife et un des pères spirituels du futur Document de Medellin dont la TFP réclame l'arrestation et l'expulsion (21).

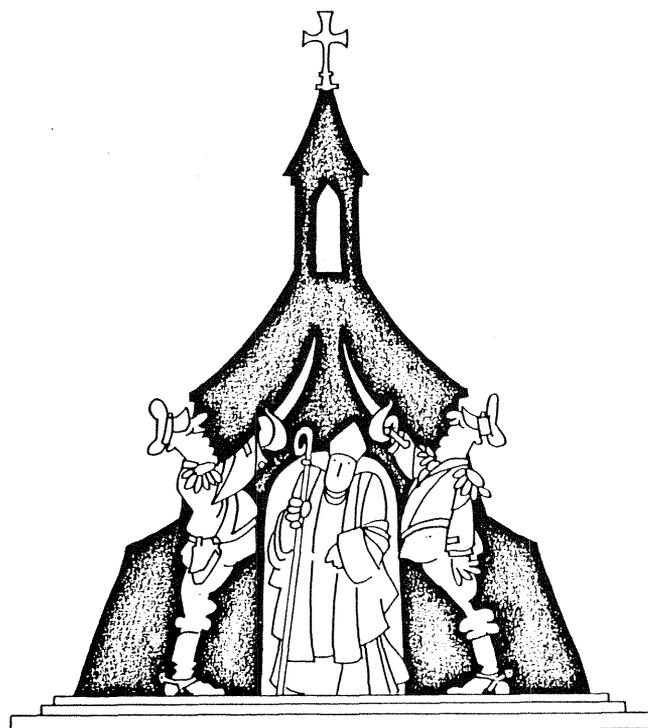
Dom Sigaud multiplie ses déclarations à la presse. En août, il donne une conférence aux officiers de la Vila Militar à Rio, où il dénonce, une fois de plus, l' "infiltration communiste dans l'Eglise" et demande rien de moins que l'arrestation de son collègue Dom Helder Câmara! Une audience prolongée auprès du Président de la République lui permet finalement d'informer celui-ci "sur les sentiments de la majorité des évêques et du clergé et sur leur appui à la ligne politique du gouvernement" (22).

L'année n'est pas encore terminée: En septembre, la TFP refait l'actualité par de larges hommages dans la presse aux cardinaux Slipyj et Wyszynski, "victimes du communisme", en visite à São Paulo. En novembre, c'est un conflit entre Dom Mayer et une partie de son clergé qui occupe les journalistes. Au même moment Dom Sigaud, en visite au Venezuela, y accuse la Démocratie Chrétienne de mener le pays "à l'Etat socialiste et totalitaire" (23). Fin novembre 1968, quatre prêtres "de la ligne chinoise" (selon la presse conservatrice) sont arrêtés à Belo Horizonte et torturés. Cette fois-ci la CNBB proteste fermement mais les tensions internes qui s'en suivent montrent que c'était encore Dom Sigaud qui avait influencé l'établissement de l'acte d'accusation (24).

Le 2 décembre 1968, toujours le même évêque de Diamantina prononce un sermon dans la cathédrale de São Paulo devant des aspirants-officiers et proclame: "Quand nous bénissons des épées, ce n'est pas seulement celles-ci que nous bénissons, mais aussi les mitrailleuses, les fusils, les canons, les avions de combat, les grenades et les baïonnettes ... En conscience, l'Eglise bénit les épées de la Justice, les épées de la Liberté, les épées de l'Honneur ... pour la défense de nos valeurs et de nos libertés" (25).

Dix jours plus tard, le 13.12.1968, les militaires feront leur second coup d'Etat en proclamant l'Acte Institutionnel no. 5 qui attribue au Président de la République les pleins pouvoirs. Au cours de cette nuit de terreur, bon nombre de militants catholiques (de la JOC e.a.) et de prêtres payeront leur engagement humanitaire de leur liberté sinon de leur vie.

Enfin, la CNBB, tout en offrant au gouvernement sa "loyale collaboration" se réveille et insiste sur la nécessité de "réformes de base". Sans bien sûr tomber dans le communisme, on ne peut pas non plus selon elle, maintenir le système capitaliste, "dans lequel le profit est la valeur suprême du progrès économique, la concurrence la loi unique de l'économie, et la propriété privée des moyens de production, un droit absolu" (26). Mais c'est



CJN No 188/1977

PLANTA

trop tard. Quand, en octobre, 7 évêques avaient demandé à la commission centrale de la CNBB d'intervenir au sujet des agissements de la TFP et de Dom Sigaud "contre l'application du Concile", elle n'avait cru bon que de mentionner indirectement les intentions sectaires de certains conservateurs sans donner de nom (27). Ainsi certains militaires ont certainement pu se tromper sur les vraies positions de l'Eglise au Brésil en écoutant le seul Dom Sigaud.

VERS LA MILITARISATION DE LA TFP

Après la campagne "contre l'infiltration communiste dans le clergé", dont il a été question à l'alinéa précédent, la TFP est à son tour attaquée. En effet, le journal "Correia da Manhã" l'accuse d'avoir extorqué à l'épouse du Président de la République la signature d'un manifeste s'opposant à la visite officielle au Brésil du président démocrate-chrétien du Chili Frei, autre cible de la TFP (voir prochaine suite). Et le parti officiel d'opposition MDB a même demandé une enquête sur les activités politiques et les ressources financières de la TFP. Le ministre de la Justice avait démenti en septembre 1968 toutes ces accusations, mais le MDB ne cessait de déclarer que la TFP préparait un 2^e coup d'Etat (29). Après le 13.12.1968, quand le 5^e Acte Institutionnel vient suspendre la constitution et consacrer les pouvoirs discrétionnaires de la junte, la TFP est à l'abri de telles "insinuations".

En mai 1969, elle lance sa traditionnelle campagne annuelle, cette fois-ci contre "l'hérésie moderniste en triomphale ascension" (Dom Mayer) dans l'Eglise post-conciliaire à travers des "organismes semi-clandestins" tels que l'IDOC (Centre international de Documentation de l'Eglise Conciliaire) et les groupes prophétiques "qui visaient la transformation de l'Eglise Catholique en une Nouvelle Eglise, athée, désacralisée, démythifiée, égalitaire et mise au service du communisme" (30) ainsi que des journaux tels que les "Informations Catholiques Internationales" (I.C.I.) "La Croix", "Témoignage Chrétien", "Le

Monde", "le Figaro", sans oublier le "dinosauraire publicitaire" Helder Câmara (31).

Les militants ne récoltent pas de signatures cette fois-ci, mais le président Plinio Corrêa de Oliveira écrit 29 articles dans la "Folha de São Paulo" et on édite un numéro spécial de "Catolicismo", le mensuel fondé par Dom Mayer. Si, lors des campagnes précédentes, des bagarres sporadiques ont toujours éclaté ça et là, la vente militante de ce numéro -165.000 exemplaires en 70 jours en 514 villes (32) -, avec son déploiement d'étendards et de capes rouges, conduit à des violences plus systématiques, et à Belo Horizonte le commissaire de police interdit même la manifestation TFP. Une bombe éclate au siège à São Paulo et plusieurs évêques prennent publiquement leurs distances (33).

Cette agressivité va s'accroître au cours des années suivantes. Dès décembre 1970 les jeunes militants portent le béret rouge des parachutistes et des camps d'entraînement sont installés près de Rio de Janeiro (34). Le siège de la TFP brésilienne est gardé par des hommes armés de mitraillettes. Des cours de judo, de karaté et de défense personnelle sont aujourd'hui obligatoires pour tous les membres (35). P.C. de Oliveira n'hésite plus à recommander les armes comme métier de choix et d'ajouter: *L'un des critères pour mesurer la valeur d'un peuple authentiquement pacifique est son admiration pour les vertus militaires* (36). Désormais des incidents plus sérieux témoignent d'une véritable militarisation de la TFP (37).

C'est à ce moment d'ailleurs que Dom Sigaud, l'évêque de Diamantine, se sépare du mouvement. Deux autres membres du conseil national le quittent aussi (38). Officiellement, selon la TFP, l'évêque a *"modifié sa position, devenant favorable à la réforme agraire"* (38). La suite de son interview aussi bien que des prises de position ultérieures de Dom Sigaud (voir en 1977) montrent bien qu'il n'a pas changé de cap. Selon les I.C.I. il reproche à la TFP de ne plus soutenir le gouvernement militaire. Des divergences sont aussi apparues sur la réforme liturgique refusée par la TFP (40). Lui en tout cas est un fidèle inconditionnel du régime: A Rome, en août 1970 il prétend encore qu'il n'y a aucun prisonnier politique au Brésil, mais uniquement des criminels de droit commun. Et quant aux excès de certains policiers, il les excuse en disant qu' "on n'arrache pas des aveux avec des bonbons" (41).

Devant tant de contre-vérités (visant à contrer Dom H. Câmara, apôtre des victimes du régime), devant la militarisation croissante de la TFP sans doute aussi, certains évêques commencent à réagir plus rigoureusement: le cardinal Sales de Salvador da Bahia, plutôt conservateur, met ses diocésains en garde contre la TFP, et l'administrateur apostolique de Vitoria condamne sa doctrine comme incompatible avec l'enseignement de l'Eglise (42).

C'est à partir de 1970 aussi que la TFP organise des "caravanes", des "groupes de jeunes coopérateurs qui voyagent à travers le pays, pour la diffusion de ses publications ou pour la collecte des signatures pour ses pétitions", méthode que la TFP qualifie elle-même comme la plus efficace. *"Ces caravanes ont déjà parcouru depuis 1970 plus de 2.600.000 km, effectué 14.142 visites de villes et vendu plus de 4.600.000 publications"* dans le Brésil entier. Et ils ajoutent que plus de 3.100 maires, commissaires et autres autorités municipales ont fourni des documents attestant le caractère ordonné et pacifique de

l'action des caravanes" (43). Y aurait-il donc des doutes à ce sujet?

En 1972, c'est un document mettant en garde les fidèles contre *"les tendances gauchisantes présentes en certains cercles du mouvement des Crusilhos de Crisandade"* qui fait l'objet de la campagne annuelle. Sous forme de "Lettre Pastorale" de l'insigne évêque Mgr. A. de Castro Mayer le texte est vendu en 120 jours en 93.000 exemplaires dans 1.238 villes (44).

LE DECLIN

Dans les années qui suivirent, la TFP brésilienne fit moins parler d'elle, au moins sur le plan intérieur, car de ses prises de position à propos d'événements extérieurs au Brésil, il faudra encore reparler.

En 1975, à l'occasion d'une nouvelle proposition de loi visant à introduire le divorce, la TFP reprend sa virulente campagne de 1966, avec le même succès, grâce à la divulgation, en cent mille exemplaires, d'une lettre pastorale de l'infatigable Dom Mayer. Il est vrai qu'en 1977 le gouvernement Geisel réussit malgré tout à imposer un décret instituant le divorce.

C'est en 1975 aussi que le président de la CNBB, Dom Aloisio Lorscheider, condamne ouvertement la TFP en rappelant que ses positions idéologiques aussi bien que ses méthodes d'action sont contraires à l'enseignement de l'Eglise. La TFP fait de nouveau l'objet d'une enquête judiciaire dans l'Etat de Rio Grande del Sul, où elle est accusée de financer des groupes armés clandestins. Selon les I.C.I. d'autres Etats pourraient engager des procédures semblables (46).

En 1977, c'est la mission de l'Eglise brésilienne auprès des Indiens et sa défense de la promotion humaine des populations autochtones qui est la cible d'un livre de P.C. de Oliveira, *"Tribalisme indigène. Idéal communo-missionnaire pour le Brésil du XXIe siècle"* sept fois réédité (47).

forum: Est-ce que vous connaissez l'Association pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété? Que lui reproche l'Eglise du Brésil?

Mgr. Humes: C'est une association de droite. Elle n'a aucune relation avec l'Eglise. Au commencement elle se présentait un peu comme liée à l'Eglise; aujourd'hui elle est une entité civile comme tant d'autres. Elle est de droite. Son livre sur les communautés ecclésiastiques de base p. ex. commence à peu près comme ceci: Vous qui êtes grands propriétaires, voulez-vous un jour devoir partager votre propriété avec d'autres? ... Alors vous voyez déjà dans quelle direction va l'argumentation. Car la droite a pour seul objectif d'employer tous les moyens pour conserver le pouvoir et la propriété. Elle ne pense pas aux autres. Mais je ne veux pas beaucoup parler de cela, car plus vous en parlez, plus elle le considère comme propagande. Chez nous les TFP n'ont plus aucune importance. Au début elle réussit un peu à semer la confusion dans la tête des gens, mais aujourd'hui elle n'a plus aucune signification dans le peuple.

(Extrait de l'interview de la p.22)

La même année, Dom Sigaud, certes en rupture avec la TFP, réclame l'expulsion de ses collègues "subversifs" Dom Pedro Casaldaliga et Dom Tomas Balduino, connus pour leur engagement en faveur des indigènes victimes des exactions de groupes paramilitaires au service des grands propriétaires. L'intervention de Dom Sigaud se fait - de concert avec les multinationales de l'"agro-business", trois jours après une importante déclaration de la CNBB, adoptée par 210 évêques contre 3, dénonçant la politique sociale du gouvernement, condamnant sa "politique de sécurité nationale" et exigeant le respect des droits et de la dignité des hommes. Si le Vatican n'a heureusement jamais accédé à des demandes telles que Dom Sigaud ou les gros propriétaires fonciers viennent d'en formuler, il faut néanmoins souligner que de telles dénonciations sont régulièrement suivies d'interrogatoires (avec tout ce que cela comporte ...) par les forces de police. (En 1976 Dom Adriano Hyppolito fut p.ex. attaqué de nuit, frappé, torturé, mis à nu et enduit de couleur rouge (communiste).) En mai 1977 les journaux brésiliens constatent d'ailleurs que le texte de Mgr Sigaud se présente exactement sous la forme des documents des services de sécurité. Mgr Ivo Lorscheider, secrétaire de la CNBB, en conclut à une étroite collaboration entre la TFP, Dom Sigaud et le gouvernement (48).

En 1980-81, c'est de nouveau la réforme agraire, réclamée par la CNBB, qui suscite un livre du président P.C. de Oliveira: "Je suis catholique: puis-je être contre la réforme agraire", "montrant que (l'Episcopat brésilien) s'écarte de la doctrine traditionnelle des Papes", et que ses propositions manquent de tout fondement économique (49).

En 1982, la TFP brésilienne lance un livre sur les Communautés Ecclésiales de Base, où P.C. de Oliveira montre "comment la (CNBB) constitue aujourd'hui le fer de lance de la gauche dans ce pays" et comment elle se sert en cela des CEB (50). D'autre part, à l'approche des élections de novembre 1982, un numéro spécial de "Catolicismo", l'organe de la TFP, dénonce la subversion communiste dans l'Eglise et un exemplaire falsifié du journal diocésain de Sao Paulo est gratuitement diffusé avec, à la une, une auto-accusation du cardinal Arns se repentant d'avoir semé le doute parmi les fidèles et d'avoir été influencé par le marxisme (51).

Cette activité ne peut cacher que la TFP brésilienne a beaucoup perdu de son influence, même si son idéologie ultra-conservatrice, sur le plan temporel aussi bien qu'écclésial, n'a jamais changé. La bourgeoisie brésilienne n'a plus besoin d'elle comme au moment de l'assise de la dictature militaire.

C'est en dehors du Brésil que la TFP cherche dorénavant à agrandir son influence (voir prochain chapitre).

PREMIERES LECONS

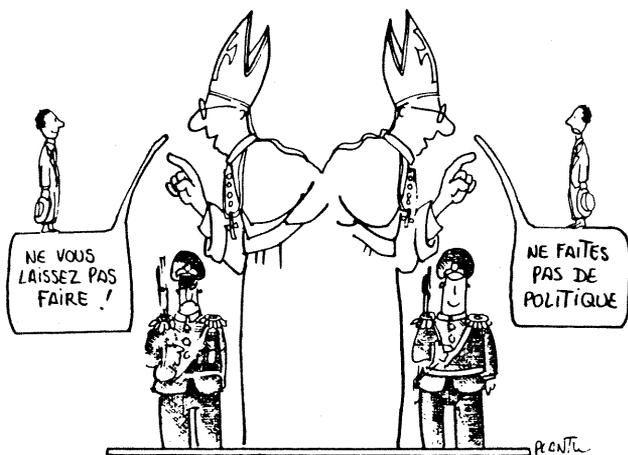
Néanmoins la pratique de l'"Association Brésilienne pour la Défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété" (TFP), qui a eu les honneurs du "Luxemburger Wort" (voir "forum" no.62), permet d'ores et déjà de tirer certaines conclusions et de poser quelques questions. Elle confirme dans tous ses aspects l'analyse de l'idéologie ultra-conservatrice que nous avons faite dans "forum" no. 63.

Comme elle le proclame elle-même, "la méthode la plus conventionnelle par laquelle la TFP étend son influence sur l'opinion publique est l'emploi des vecteurs de communication" (52), soit en créant l'événement par de grandes campagnes de rue qui suscitent des commentaires dans la presse, soit en publiant des encarts publicitaires dont les dimensions mêmes sont déjà exceptionnelles. En ce sens, le message publié au "Luxemburger Wort" du 27.2.1982 est tout à fait typique. Cette propagande énorme exige bien sûr des moyens financiers plus que solides. Malheureusement la question de l'origine exacte de l'argent n'a pu être élucidée.

Il ne fait cependant pas de doute que les fonds proviennent de la grande bourgeoisie brésilienne (53), et plus particulièrement de celle qui est liée par ses capitaux aux milieux financiers internationaux. Car les putschs de 1964 et 1968 ont mis fin aux régimes populistes de la bourgeoisie réformiste nationaliste prônant un "capitalisme autonome" (54). L'idéologie des TFP telle qu'elle ressort du Manifeste analysé dans "forum" no. 63 et les campagnes virulentes contre tout effort de réforme agraire en sont d'autres preuves largement suffisantes. Le côté "catholique" de cette idéologie lui permit d'acheter l'intégration de larges parties de la petite et moyenne bourgeoisie dont la position sociale et partant l'adhésion au système étaient sérieusement ébranlées par les profonds changements économiques intervenus au cours des années 60-70 (55).

Le principal argument pour défendre son attitude conservatrice (pour ne rien dire de plus) est le reproche de subversion communiste adressé à quiconque s'écarte des conceptions de la TFP. Et elle n'hésite pas à adresser ce reproche à l'Eglise tout entière. A un certain moment Dom Sigaud est allé jusqu'à prétendre que 50 - 60 évêques brésiliens étaient des agents communistes (56)! La TFP avoue que c'est son objectif principal "de combattre (...) la pénétration socialiste et communiste dans la société contemporaine." Et "étant donné que l'infiltration socialiste et communiste dans les milieux catholiques - au sein de la gauche dite catholique - affecte gravement l'ordre temporel, les TFP orientent particulièrement leurs efforts contre ce type d'infiltration" (21).





Cette utilisation inflationniste de l'argument anticommuniste démontre cependant, une fois de plus, s'il en était besoin, comment l'anticommunisme n'est souvent rien d'autre qu'une idéologie tendant à masquer d'autres intérêts bien plus matériels! Si la TFP refuse toute réforme agraire comme étant "socialisante et confiscatoire" c'est bien parce que ses membres risquent de voir leurs immenses latifundiums amputés de quelques arpents. L'Eglise aussi bien que les partis réformistes voudraient distribuer ces terres aux paysans qui n'ont pas de quoi se nourrir.

Appeler cela "communisme", ce n'est pas seulement ignorer l'exigence de justice sociale qui a toujours été une partie intégrante de l'enseignement des papes, mais c'est user d'un mensonge afin de tromper les crédules, y compris le "Luxemburger Wort" à ce qu'il paraît, sur ses vraies intentions: la défense de sa très riche propriété privée.

Cette tromperie, la TFP l'a réussie d'autant plus facilement qu'elle a su se concilier dès l'origine la sympathie active de deux évêques et en tenant un discours très "catholique" aux premières apparences. La présence de Dom Mayer et de Dom Sigaud a induit les secteurs catholiques plus traditionalistes à croire que l'épiscopat cautionnait les actes et les dires de la TFP, et d'autre part, elle a empêché la conférence épiscopale à désapprouver trop ouvertement les agissements de la TFP de peur qu'une telle prise de position ne suscite un schisme à l'intérieur de la CNBB. Charles Antoine explique très bien le dilemme de la plupart des évêques: "soutenir la campagne (contre le divorce), puisqu'elle défend la moralité de la famille, ou se méfier de la TFP qui provoque des heurts entre catholiques et qui empêche sur les activités et la discipline des diocèses" (58). Notons que si la CNBB en tant que telle n'a qu'une seule fois, au cours des années critiques, blâmé ouvertement la TFP, des évêques individuels ont été bien plus nombreux à le faire. Et encore, on comprend mal leurs hésitations après les diffamations vis-à-vis de Dom Helder Câmara dont les autres exigeaient l'arrestation...! Par contre il ne peut y avoir de doute que, quant au fond, la CNBB est diamétralement opposée à la TFP: les textes sont innombrables, où, pendant la période la plus dure du régime militaire même, elle prend fait et cause pour les droits de l'homme, pour une réforme agraire, pour les paysans chassés de leurs terres, pour les minorités indiennes, pour la liberté syndicale, pour la liberté de presse, etc., choisissant donc de réfuter la TFP sans la nommer.

La division de l'Eglise était un des buts très précis que poursuivait la TFP, et on comprend alors que la CNBB ait tout fait pour l'éviter. C'est exactement la même méthode que la TFP emploiera au Chili. Penny Lernoux l'explique ainsi: "TFP divides the Catholic Church into "our" Church, which is a class Church, rooted in another century, and "their" Church, which is a classless Church and therefore subversive" (59).

Dans toute cette stratégie, les TFP ne font en somme qu'exécuter le Rapport de Santa Fe pour une "nouvelle politique interaméricaine pour les années 80", rédigé par un comité composé d'hommes allant du centre à l'extrême droite et devant servir de texte de base au candidat du Parti Républicain lors des élections présidentielles de 1980 aux Etats-Unis. La proposition 3 de la 2e partie consacrée à la "subversion intérieure" proclame en effet textuellement: "La politique extérieure des E.U. doit commencer à affronter (et non simplement à réagir à posteriori) la théologie de la libération (...). En Amérique latine, le rôle de l'Eglise est vital pour le concept de liberté politique. Malheureusement, les forces marxistes - léninistes ont utilisé l'Eglise comme arme politique contre la propriété privée et le système capitaliste de production, en infiltrant la communauté religieuse d'idées plus communistes que chrétiennes." (60)

Et que les Etats-Unis n'aient pas peur de recourir dans cette lutte à la violence armée, soit par personnes interposées, nous le savons entre-temps.

La TFP aussi n'exclut plus les moyens armés. Il semble bien qu'au Chili la TFP ait même collaboré avec le CIA pour renverser le président Allende. Nous en parlerons au prochain numéro de "forum."

m.p.
à suivre

- (1) Charles ANTOINE, L'intégrisme brésilien, = Série A.L., No 1, Centre Jean Leuret, Paris 1973 p.18. Texte ronéotypé que j'ai consulté au Centre J. Leuret, 9, rue Guénégaud, F-75006-Paris; Charles ANTOINE, L'Eglise et le pouvoir au Brésil. Naissance du militarisme, Paris 1971 (Desclée de Brouwer), p.58.
- (2) Bulletin des 13 TFP - No 1 (1982), p.1.
- (3) Antoine 1973, p.18, d'après: Catolicismo, No 210, juin 1968.
- (4) Bulletin, p.2; "Les TFP et leur action", texte édité par la TFP française, p.4.
- (5) Bulletin, p.2.
- (6) Penny LERNOUX, cry of the people, New York 1980, p.466; cf. I.C.I. 536/ 15.3.1979
- (7) Antoine 1973, pp. 21-23.
- (8) Antoine 1971, p.59; Antoine 1973 p.225.
- (9) Penny LERNOUX, op.cit., p.300; Publik-Forum, Nr.6, 24.3.1978, S.14.
- (10) Antoine 1971, pp. 33ss.; Antoine 1973, p.24.
- (11) "Les TFP et leur action", p.5.
- (12) Antoine 1971, p.75s.; Antoine 1973, pp.25ss.; cf. L. Kaufmann, Harter Kollege Sigaud, in: Orientierung, 41(1977), p.85; id., Im Schatten der "Konterrevolution", in: Orientierung 41 (1977), p. 157 (zu Mgr. Lefebvre).
- (13) "Les TFP et leur action", p.3.
- (14) ibid., p. 7; Bulletin, p.3.
- (15) Antoine 1971, pp.82s.; Antoine 1973, p.27s.
- (16) La commission centrale avait tout juste mis en garde les catholiques du fait que la TFP "ne représente pas la pensée de la Commission Centrale de l'Episcopat Brésilien", mais qu'elle demandait à la réforme du code civil de respecter "les principes qui garantissent l'institu-

- tion de la famille" (Antoine 1971, p.83).
- (17) "Les TFP et leur action", p. 7.
- (18) Antoine 1973, p.28.
- (19) Bulletin, p.4. La pétition fut officiellement remise au Vatican le 7 novembre 1969 par l'avocat de la TFP accompagné de Mgr. Marcel Lefebvre (Antoine 1973, p.29, note 32)!
- (20) Antoine 1971, pp. 128-130.
- (21) Ibid., p. 145s.; cf. L.Kaufmann, Kirche und Militärmacht in Lateinamerika, in: Orientierung 41 (1977), p. 114.
- (22) Antoine 1971, p. 147s.; Antoine 1973, p. 29.
- (23) Antoine 1973, p. 30.
- (24) Antoine 1971, pp. 186-191.
- (25) cité par Antoine 1971, p. 197; Antoine 1973, p. 31.
- (26) Antoine 1971, p. 203s.
- (27) Ibid., p. 149.
- (28) Antoine 1973, p.29, note 32.
- (29) Antoine 1971, p.146 s.
- (30) Bulletin, p.4.
- (31) Antoine 1973, p.31.
- (32) Bulletin, loc.cit.
- (33) Antoine 1971, p.215s; Antoine 1973,p.32.
- (34) Lernoux, p.295.
- (35) Marcio Moreira Alves, A Igreja e a Política no Brasil, Lisboa 1978, p.265.
- (36) Antoine 1973, p.33s.
- (37) Ibid., p.34s.
- (38) Ibid., p. 35.
- (39) "Les TFP et leur action" (1982), p.4.
- (40) Informations Catholiques Internationales 373 (1/12/1970); cf infra note (48).
- (41) I.C.I. 365-66 (août 1970).
- (42) Antoine 1973, p.35; I.C.I. 348 (15/11/1969)
- (43) Bulletin, p.5; cf "Les TFP et leur action" p. 4.
- (44) Bulletin, p.6.
- (45) "Les TFP et leur action", p.7.
- (46) I.C.I. 492 (15/11/1975).
- (47) "Les TFP et leur action", p.13; Bulletin, p.8.
- (48) Lernoux, pp.301-303; L.Kaufmann, Harter Kollege Sigand, in: Orientierung 41 (1977), p. 85; id., Kirche und Militärmacht in Lateinamerika, ibid., p.115; Publik-Forum, Nr. 6, 18.3.1977; I.C.I. 513 (avril 1977), pp.11s., 515 (juin 77), p.44.
- (49) Bulletin, p.9s.; "Les TFP et leur action", p.13.
- (50) Bulletin, p.10.
- (51) Témoignage Chrétien, 13/9/1982.
- (52) "Les TFP et leur action", p.3; cf. Antoine 1973, p.21.
- (53) Antoine, loc.cit.
- (54) Manfred Wöhlcke und Franz Nuscheler, Brasilien, in: Handbuch der Dritten Welt, hrg. v.D.Nohlen u. F.Nuscheler, Bd. 3: Unterentwicklung und Entwicklung in Lateinamerika, Hamburg 1976, p.81.
- (55) M.M. Alves, p.257.
- (56) Lernoux, p.303; I.C.I. 515 (juin 1977) p.44.
- (57) Bulletin, p.1
- (58) Antoine 1971, p.84; cf. M.M. Alves, p.261.
- (59) Lernoux, p.294.
- (60) Document secret sur la politique Reagan pour l'Amérique Latine, = CEAL (Comité belge Europe-Amérique Latine) - Information, Numéro spécial, décembre 1981, p.19.